

Jean-Guy Lacroix et Gaëtan Tremblay, « The "information society" and the cultural industries theory », *Current Sociology*, vol. 45, no 4, octobre 1997, 162 p.

Charles Bellerose

Numéro 30, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002666ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002666ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bellerose, C. (1998). Compte rendu de [Jean-Guy Lacroix et Gaëtan Tremblay, « The "information society" and the cultural industries theory », *Current Sociology*, vol. 45, no 4, octobre 1997, 162 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (30), 338–345. <https://doi.org/10.7202/1002666ar>

d'un tel projet. En démontrant que les pauvres ne sont pas si différents des «Américains ordinaires», qu'ils se recrutent dans tous les groupes ethniques (chapitre II), elle contribue peut-être à imaginer le passage d'une logique identitaire, centrée sur les particularismes ethniques, à une vision politique articulée autour d'enjeux (et d'alliances) socio-économiques.

Daniel BÉLAND
École des hautes études en sciences sociales
University of Chicago

Jean-Guy Lacroix et Gaëtan Tremblay, «The "information society" and the cultural industries theory», *Current Sociology*, vol. 45, no 4, octobre 1997, 162 p.

Depuis près de trente ans maintenant, la convergence des progrès en matière de télécommunication, d'informatique et d'audiovisuel est un des lieux de réflexion privilégiés sur le devenir des sociétés capitalistes avancées. Non seulement le discours politique, qu'il soit américain, européen ou canadien, fait valoir l'importance fondamentale du développement de ces secteurs dans le contexte économique mondial, mais aussi de nombreuses thèses occupent l'avant-scène intellectuelle et médiatique en mobilisant jusqu'à un certain point l'univers référentiel propre à ce champ d'analyse. De nouveaux termes font leur apparition, évoquant une forme inédite de communauté ou de société (société de l'information, cyber-monde, communauté virtuelle, intelligence collective), suggérant chacun à sa façon une mutation profonde des modalités structurantes de cette nouvelle «société-monde» inaugurée justement par les potentialités des récentes technologies. L'édition d'octobre 1997 de la revue *Current Sociology* publie à cet égard un «*Trend Report*» où Jean-Guy Lacroix et Gaëtan Tremblay présentent en quelque 160 pages une synthèse de leur réflexion sur cette vaste problématique.

Le propos de Lacroix et Tremblay vise à débusquer, derrière le discours euphorique du développement «naturel» de ces technologies, les enjeux et les processus sociohistoriques fondamentaux structurant le développement des usages sociaux des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC). La thèse des auteurs est que, si le développement de ces nouvelles technologies constitue une reformulation des capacités productives et reproductives de la totalité sociétale (du système social), il doit être analysé comme une nouvelle forme potentielle du capitalisme dans son long procès d'industrialisation et de marchandisation de la culture et du monde, comme une nouvelle

recherche d'équilibre dynamique qui succéderait au modèle fordiste-keynésien et qui pourrait ultimement proposer un modèle de sortie de crise. Il s'agirait dès lors non plus du passage «naturel» à un nouveau type de dynamique sociétale, mais plutôt d'une accélération, une complexification du mode de production et de consommation capitaliste. Contrairement aux thèses qui soulignent la fatalité naturelle de cette transformation, qui répondrait aux désirs d'émancipation individuelle (Negroponte, Lévy, De Rosnay), et qui promettent l'avènement de la «société de l'information», les auteurs soutiennent que, loin d'être la pure expression du désir individuel d'autonomie et de puissance, le développement des usages sociaux des NTIC ne peut se comprendre que par l'analyse des conditions structurantes dans lesquelles la capacité individuelle se voit encadrée par une série de logiques et de stratégies qui la dépassent. La question devient dès lors éminemment politique, et c'est dans le champ de l'économie politique des industries culturelles et de l'informatisation de la société que s'insère la démarche de Lacroix et Tremblay. L'hypothèse est qu'une nouvelle forme d'expansion du capitalisme pourrait succéder au fordisme-keynésianisme, un nouveau paradigme techno-économique que les auteurs appellent le «gatesisme».

Le premier des quatre chapitres permet aux auteurs de mettre en place l'analyse épistémologique et sociohistorique du processus d'objectivation (la création d'objets hors du champ de la nature et qui permet en retour la capacité du sujet agissant) qu'ils découpent en trois modes: 1) production d'objets matériels, 2) production d'objets immatériels, incluant les productions culturelles; 3) production d'objets immatériels «intelligents» qui se caractérisent par leur capacité d'auto-régulation et s'actualisent, entre autres, dans les progrès de la technologie de l'information (par exemple, les fureteurs [*browsers*], les systèmes d'exploitation informatique comme Windows 95 ou encore les «systèmes experts»). Ce troisième moment de ce long processus d'objectivation se distinguerait par l'objectivation, par l'intégration dans des processus rationalisés et automatisés de qualités éminemment humaines (volonté, raison, compréhension, etc.). Chacun des modes amène nécessairement un saut qualitatif important, tant dans les capacités de production d'objets que dans les capacités d'intervention du sujet, et les auteurs avancent ainsi que la prolifération contemporaine d'objets intelligents et leur incidence sur la totalité sociale «*constitute the technical basis of the possibility of a recomposition of the conditions of human action, the creation of wealth and well-being*» (p. 19).

Lacroix et Tremblay en viennent ensuite à analyser les phases de développement du capitalisme («*the long waves of capitalism development*»), et tout particulièrement la crise du mode de régulation fordiste-keynésien (*semi-intentional regulation*). Car si le procès d'objectivation est continu, il n'en connaît pas moins des moments de

rupture et de croissance inégaux. Le premier mode d'objectivation est profondément marqué par la première révolution industrielle (l'émergence du capitalisme) et, corollairement, par un premier cycle long de croissance. Le capitalisme connaîtra quatre cycles longs de croissance, le dernier pouvant être associé à la généralisation du modèle fordiste dans l'entreprise et des théories keynésiennes de l'intervention de l'État (*Fordist-Keynesian years*), laquelle donnera lieu à une intensification de la production de masse et des mesures de contrôle dans la normalisation des relations entre le capital et la force de travail. La conséquence de cette capacité régulatrice de l'État et des grands oligopoles industriels sera la création d'objets immatériels (deuxième mode d'objectivation) servant, bien sûr, à la compréhension du social (théories, outils statistiques, etc.) mais surtout à sa gestion, «*permitting the "management" of the uncertainty of future events by transforming them into "calculated" risks*» (p. 23). Cette nouvelle rationalisation du risque permettrait en retour une plus grande capacité d'action du sujet, tant individuel que collectif, dans un univers politico-économique où les risques peuvent être calculés.

Après avoir analysé les causes explicatives de la «construction» de la crise du modèle fordiste-keynésien, les auteurs soutiennent que le déclin de ce mode de régulation signifie la fin d'une période longue de croissance et l'apparition d'une crise structurelle du capitalisme. Ils avancent que, conformément à l'histoire du développement du capitalisme, les crises structurelles aboutissent à la mise en place des conditions nécessaires à la concrétisation d'une longue phase d'expansion dans la logique de la recherche de l'équilibre dynamique. La crise actuelle du modèle fordiste-keynésien se soumettant aux mêmes exigences, elle mettrait en place les conditions d'émergence d'une nouvelle phase d'expansion, fondée celle-là sur l'intégration de nouveaux champs de pratique dans le procès de marchandisation et d'industrialisation. Cette expansion peut être envisagée à la lumière du développement de la production d'objets immatériels et intelligents dans les champs culturel et communicationnel (troisième mode d'objectivation), et donc d'une intégration de plus en plus complète de ces champs de pratique dans le procès de marchandisation et d'industrialisation.

Dans le deuxième chapitre, les auteurs décrivent et analysent les diverses formes institutionnelles qui structurent le procès de marchandisation et d'industrialisation de la culture, de la communication et de l'information en soulignant l'apparition d'une nouvelle forme institutionnelle: la «*Club logic*». Contrairement aux deux autres formes — la logique de l'éditeur: disques, livres, vidéocassettes, CD-ROM, etc., et la «*Flow Logic*», qui se déploie dans les *mass media*, principalement la radio et la télévision et où sont intégrées production, programmation

et distribution des produits culturels —, la «*Club Logic*» intègre pleinement les avancées de la télécommunication. Cette nouvelle logique, qui émerge avec le progrès des réseaux, propose une programmation à la carte ainsi que des services dont dispose selon sa logique l'utilisateur-payeur (*pay-per-view*); la matérialisation du produit culturel est alors virtuelle, permettant l'accès instantané aux serveurs centraux et à l'inventaire complet de la programmation des produits et services. Les auteurs avancent que cette logique de «club» est susceptible de placer dans une position hégémonique les distributeurs qui contrôlent les réseaux (câbles, satellites, opérateurs de réseaux à larges bandes passantes), en sapant les bases des deux autres logiques qu'elle pourrait intégrer. Si elle ne remplacera pas totalement les deux autres modes de marchandisation et d'industrialisation de la culture, la «*Club Logic*» serait néanmoins la plus en mesure de se développer dans le contexte actuel de convergence de la télédiffusion, des télécommunications et de l'informatique.

Au concept de logique qui décrit les macro-tendances à l'œuvre au sein du système techno-économique, les auteurs ajouteront le concept de stratégie pour définir les dynamiques plurielles des acteurs qui s'insèrent dans les procès de marchandisation et d'industrialisation. Trois grandes catégories d'acteurs sont relevées: 1) les corporations privées; 2) les usagers; 3) les pouvoirs publics. Les stratégies des acteurs corporatifs restent sans surprise: valorisation du capital et hausse de la profitabilité par la rationalisation des modes d'organisation et l'intégration des innovations technologiques; expansion de la part de marchés par l'acquisition de nouveaux savoir-faire et la diversification des activités. Ces stratégies sont de toute première importance cependant, dans la mesure où, dans les périodes de transition, elles peuvent être déterminantes dans la redéfinition des conditions structurantes.

Dans le troisième chapitre, qui aborde les relations des usagers dans le procès de construction de l'usage social des machines à culture et à communication, les auteurs font d'abord l'historique du développement technologique au cours du dernier siècle et des diverses facettes de l'analyse sociologique des médias. De l'électrification aux NTIC, en passant par la radio et la télévision, la construction de l'objet média est analysée dans ses grandes lignes. Les auteurs s'attardent tout spécialement sur les analyses empirico-fonctionnalistes issues de la tradition américaine qui limiteraient leur questionnement «*at the uses and gratification theory*», analyses développées, entre autres, par Lazarsfeld, Kaplan, Katz, Waples, etc. Ces thèses tentent d'éclairer les processus par lesquels les usagers adaptent les *mass media* à leurs besoins, mais inspirées de l'individualisme méthodologique, elles ignorent, selon Lacroix et Tremblay, les dimensions critiques de l'analyse des *mass media* en présentant l'utilisateur selon une définition libérale de

l'individu (*a priori* libre, raisonnable et capable de gérer rationnellement l'information mise à sa disposition). En proposant un dialogue (et à la limite une négociation dans une logique d'équilibre entre offre et demande) entre l'auditoire et les *mass media*, dans une relation où ne sont pas problématisés les enjeux idéologiques et socioéconomiques, ces approches tendent à faire l'économie d'une analyse en profondeur de ces problématiques. À cet égard, Lacroix et Tremblay soutiennent que, contrairement aux thèses qui défendent l'antériorité de la demande, c'est à la lumière de l'antériorité de l'offre qu'il faut examiner le développement des usages sociaux des NTIC. Il n'y aurait donc aucune demande *a priori* (au sens d'un besoin individuel ou naturel latent) que viendrait satisfaire l'offre de produits et services culturels.

The idealist emphasis on freedom creates illusions about individual's real socio-historical significance and tends much too quickly to make the individual an equal partner in dialogue and negotiation with structures... It is indicative of the profoundly empirical-idealist fondness for the subject, and only serves to mask the real possibilities of new individualization (p. 86).

Ce biais idéologique réduit ainsi le débat à un seul des deux pôles de la relation dialectique, l'individu et son pouvoir de choisir. En négligeant de s'interroger sur les procès de socialisation en jeu dans le développement des usages sociaux, on tend à ignorer les enjeux propres à tout processus politico-économique, c'est-à-dire les enjeux relatifs au pouvoir et à son actualisation. Forts de leur longue expérience dans l'étude de l'implantation des NTIC, les auteurs en viennent à la conclusion que, contrairement à la logique de l'équilibre tendancielle de l'offre et de la demande, le développement des usages sociaux s'articule davantage à une logique où les mécanismes de construction de l'offre technologique se heurtent aux usages déjà en vigueur dans une société donnée.

By social uses we mean sufficiently recurring utilization modes manifested as sufficiently integrated everyday habits so as to be included in pre-existing cultural habits, to reproduce themselves and be resistant (as specific practices) to other competing or related habits. In other words, to the extent that NICTs are not an integral part of the process of individual socialization and that the production-consumption of their resulting products and services has not become a social norm, utilizations cannot be considered as social uses (p. 87).

L'analyse empirique du développement des usages sociaux fait clairement ressortir la complexité des processus en jeu. Les auteurs dégagent néanmoins certains des éléments-clés des stratégies mises en œuvre dans le déploiement de l'offre technologique: éléments de

contrainte et d'obligation autant que de séduction, de stimulation et de propagande. Ce serait sous la figure d'une dynamique duale de contrainte-séduction que se structurerait le processus de création de l'usage.

Après avoir étudié les logiques et les stratégies à l'œuvre dans le développement des usages sociaux des produits et services culturels (rapport dialectique entre les usagers et offre de produits et services), les auteurs en arrivent, dans le quatrième chapitre, à l'analyse du rôle de l'État dans la sphère de la culture et de la communication. Après une revue des motifs et des modalités de l'intervention de l'État dans cette sphère au cours des cinquante dernières années, ils tentent de saisir le rôle contemporain de l'État dans le procès de marchandisation et d'industrialisation de la culture, de l'information et de la communication.

La logique propre aux médias de masse, la «*Flow Logic*», dans un contexte de rareté des ondes hertziennes, ainsi que l'avènement de l'État-providence ont abouti à une intervention massive de l'État, en vertu de l'accès universel à la communication. Comprise comme service public, la sphère de la communication allait être investie par l'État au nom des grandes valeurs démocratiques. Les produits assujettis à la logique de l'éditeur (films, livres, disques, spectacles, etc.), s'ils ont également profité d'une aide notable de l'État, n'ont pas connu une intervention aussi directe de la sphère publique. Cependant, l'émergence récente d'une nouvelle logique institutionnelle, la «*Club Logic*», engendrée par la prolifération des produits et services, la création d'un support unique pour tout type de contenu culturel ainsi que le développement des technologies interactives ont coïncidé avec un changement dans le rôle de l'État dans la sphère de la culture et de la communication. Les auteurs avancent que cette nouvelle logique «*leads to a reduction of the field of the state intervention and to a subjection to economic interests entailing the expansion of the commodification and industrialization of culture, information and communication*» (p. 104).

Dans ce contexte, qui est également celui du développement des autoroutes de l'information, les auteurs identifient deux tendances contemporaines significatives qui émergent du discours politique. Premièrement, la communication est maintenant perçue comme «*the central organizing nucleus for the society of tomorrow and is made the object of special attention by the state*» (p. 104-105). Deuxièmement, l'État ne se perçoit plus comme le représentant et le défenseur d'un projet socioculturel particulier, mais plutôt comme simple contributeur complémentaire aux activités du secteur privé. Ces conclusions ne s'appliquent pas qu'au Canada ou au Québec. S'appuyant sur des études touchant autant les États-Unis, la France, le Japon, le Danemark que l'Union européenne, les auteurs constatent l'étonnante similitude

des discours à l'échelle planétaire: la foi dans la révolution économique et sociale qu'entraîneront les NTIC, la foi dans la croissance économique qu'elles stimuleront, dans l'énorme potentialité des nouveaux services offerts à la population, dans la nécessité de déréglementer, de libéraliser et de privatiser ce secteur pour son parfait épanouissement. Même unanimité quant aux craintes concernant l'accès universel, la protection de la vie privée, etc.

Il semble donc que, dans les discours politiques mêmes, le rôle de l'État soit réduit à l'établissement d'une réglementation simple et stable qui permettra au secteur privé de s'épanouir. En y regardant de plus près, Lacroix et Tremblay constatent que, si le discours politique lui-même tend à nier le rôle de l'État dans la production de nouveaux produits et services culturels, on lui attribue néanmoins un rôle actif dans la stimulation et la généralisation de la demande, en le faisant le grand promoteur de ces nouvelles technologies. L'État doit donc devenir le principal consommateur de produits et services culturels, il doit ensuite inciter les citoyens-consommateurs à participer également au progrès technologique. À cet égard, la sphère de l'éducation apparaît comme un secteur-clé pour ce qui est de la généralisation de l'usage des NTIC.

Dans leur conclusion, les auteurs rappellent que le développement technologique contemporain, plutôt que de signifier une rupture radicale, est en fait le prolongement du long procès de marchandisation et d'industrialisation propre au capitalisme. Il ne s'agirait donc ni du stade ultime de l'évolution sociotechnique de la civilisation ni du modèle unique auquel chaque société devrait se conformer. Par contre, il semble évident que le procès de marchandisation et d'industrialisation de la culture, de l'information et de la communication a atteint un stade sans précédent auquel la sociologie doit avec empressement s'intéresser. L'hypothèse des auteurs, soit un nouveau mode de régulation — le «gatesisme» — qui succéderait au fordisme, appelle ainsi toute une série de questions qui méritent d'être étudiées. Ce nouveau mode de régulation, ce nouveau paradigme techno-économique se définit par la généralisation de l'usage de l'informatique et de la numérisation de toutes formes d'information, qu'elles soient sonores, imagées ou textuelles, dans tous les champs de l'activité humaine, ainsi que par la centralisation de l'information et la rapidité de traitement qui en permettent une mobilisation immédiate. Mais avant tout, cette nouvelle régulation se caractérise par la capacité de programmer l'information, c'est-à-dire de préétablir des séquences de commandes qui rendent possible son traitement à des fins prédéterminées. Ces nouvelles capacités remettent nécessairement en question les relations entre force de travail et capital, relations qui s'apparenteraient à celles qui caractérisent les industries culturelles (précarité, large armée de réserve et compétition

individuelle, «auto-employabilité», etc.). C'est là une des idées fortes de l'analyse de Lacroix et Tremblay: l'invasion du procès de marchandisation et d'industrialisation dans la sphère de la culture aurait entraîné l'intégration des modes de rémunération et d'organisation du travail propres aux industries culturelles.

Comme dans leurs travaux précédents, Lacroix et Tremblay fondent leurs analyses sur une démarche empirique irréprochable. Leur vaste expertise dans le champ des NTIC et des industries culturelles en général fournit une assise solide à la réflexion et à l'élaboration des modèles présentés, ce qui leur permet ainsi d'éviter les pièges qui trop souvent attendent les chercheurs qui s'attaquent à l'analyse des phénomènes contemporains complexes. Leur contribution originale aux débats actuels sur les NTIC enrichit ce «*Trend Report*» qui présente à la fois une description éclairante des dispositifs à l'œuvre ainsi que plusieurs pistes d'analyse des plus pertinentes. À cet égard, cet ouvrage se veut un apport nécessaire à la réflexion sur les transformations des sociétés contemporaines.

Par contre, certains éléments théoriques auraient sûrement profité d'un ouvrage plus volumineux (principalement la réflexion, beaucoup trop sommaire à mon avis, sur les concepts d'information, de culture et de communication). De même, le lecteur est laissé sur une étrange impression d'ambiguïté: le nouveau mode de régulation, le «gatesisme», générateur à la fois d'un cycle long de croissance économique, de bien-être, mais également d'une plus grande capacité d'intervention de la part des sujets individuels et collectifs, semble se construire sur une occultation du politique et une réduction du champ de la culture aux seuls aléas de la logique et des stratégies du capital...

Charles BELLEROSE
Docteur en sociologie
GRADIP

Vincent Mosco, *The Political Economy of Communication*, Londres, Sage Publications, 1996, 307 p.

L'objectif que se donne Mosco dans ce dernier ouvrage est de repenser et de renouveler les éléments centraux de l'économie politique de la communication.